

Les langues régionales s'imposent dans la campagne des... régionales

Paris, 4 juin 2021 (AFP) -

Après la censure par le Conseil constitutionnel de la loi sur les langues régionales, leur défense s'est imposée dans la campagne des régionales, faisant quasiment l'unanimité au sein des partis, tout en mettant la majorité présidentielle dans l'embarras.

Rares sont les responsables politiques qui ne prennent fait et cause publiquement pour les langues régionales, à l'exception notable de Manuel Valls qui, revenu de Catalogne où il a combattu les indépendantistes, a dénoncé leur présence lors d'une manifestation samedi à Perpignan. "La langue de la République est le français. Cela n'est pas négociable", a insisté l'ex-Premier ministre socialiste sur Twitter.

A deux semaines du premier tour des régionales, quasiment toute la classe politique regrette la décision du Conseil constitutionnel de censurer "l'enseignement immersif" prévu dans la loi adoptée il y a deux mois par le Parlement et portée par le député breton Paul Molac, du groupe Libertés et Territoires (qui rassemble des élus du centre droit et du centre gauche).

"Dans les régions concernées, c'est clairement devenu l'une des thématiques de campagne", affirme à l'AFP Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, qui souligne que les partisans des langues constituent "un électorat pour les différentes forces politiques qui doivent donc y répondre".

Pas étonnant dès lors que toutes les forces politiques se soient retrouvées dans la rue samedi aux côtés des milliers de personnes qui exprimaient leur soutien à l'enseignement en immersion de ces langues, du maire LR Jean-Luc Moudenc à Toulouse, au candidat écologiste Nicolas Thierry à Bordeaux, en passant par le candidat RN Christian Zimmermann à Colmar où le président (LR) sortant de Grand Est Jean Rottner a d'ailleurs été enfariné.

Mais la question a largement dépassé les régions directement concernées: "La France est constituée de 75 langues régionales et la plupart de ces locuteurs ne revendiquent pas l'autonomie", commente à l'AFP Thierry Dominici, politologue spécialiste des nationalismes.

- Le "couac" LREM -

Cette semaine, les présidents des 13 régions métropolitaines, parmi eux Valérie Pécresse à la tête de l'Île-de-France, ont écrit au président Emmanuel Macron afin de lui demander de "sécuriser définitivement l'enseignement immersif des langues régionales, que cela soit au sein d'écoles publiques ou associatives".

Les régions, toutes présidées par l'opposition, n'ont pas raté l'occasion pour insister sur les divisions apparues au sein de la majorité présidentielle dès le débat au Parlement.

"Il reste des jacobins pur jus dans nos administrations centrales, en particulier aux ministères de la Culture et de l'Éducation nationale. Ce sont les gardiens du temple républicain orthodoxe", assure M. Pasquier en allusion notamment à Jean-Michel Blanquer, accusé d'avoir piloté la saisine du Conseil constitutionnel.

L'opposition a beau jeu de dénoncer cet "en même temps" de la majorité présidentielle, avec d'un côté des ministres comme le Breton Jean-Yves Le Drian ou l'Alsacienne Brigitte Klinkert, candidate LREM en Grand Est, mais aussi François Bayrou qui plaide pour un changement de la Constitution afin d'y inscrire la défense des langues régionales, et d'un autre 60 députés qui saisissent le Conseil constitutionnel.

Pour M. Pasquier, il s'agit d'un "couac général" de la part de LREM. "La Bretagne était pourtant l'une des rares régions où elle pouvait s'imposer. Il y avait eu un consensus parlementaire là-dessus. Mais ils sont parvenus à créer un problème là où il n'y en avait pas", déplore-t-il.

"C'est en voie d'apaisement", assure à l'AFP une source parlementaire chez LREM. "Si les régionalistes avaient pris en compte les warnings, on aurait évité ça. Fautes d'un côté et de l'autre", observe-t-elle.

Face à la situation, Emmanuel Macron, qui a entamé cette semaine un tour de France, a présenté jeudi dans le Lot les langues régionales comme "un patrimoine, comme nos paysages, nos monuments" qu'il "faut reconnaître et préserver", appelant à ne "pas avoir peur de ces langues (qui) n'enlèvent rien à la langue française".

"N'emmerdons pas les Français, c'est pour ça que j'ai demandé au gouvernement d'apporter une réponse", a-t-il





PAYS :France
SURFACE :104 %
PERIODICITE :Quotidien



► 4 juin 2021 - Edition Fil Gen

ajouté. Résultat, le Premier ministre Jean Castex a confié une mission aux députés Yannick Kerlogot (LREM) et Christophe Euzet (Agir) afin de "tirer toutes les conséquences" de la décision controversée du Conseil constitutionnel.

bur-arz/jk/cb

Afp le 04 juin 21 à 16 07.

